



Independent observer
of the Global Fund

Commentaires des parties prenantes sur la deuxième phase du projet visant à améliorer la capacité des institutions supérieures de contrôle des finances publiques à auditer les subventions du Fonds mondial

Aidspan et ses partenaires ont organisé le 19 janvier 2022 une table ronde virtuelle pour marquer la fin de la deuxième phase du projet visant à améliorer la capacité des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISC) d'Afrique subsaharienne à auditer les subventions du Fonds mondial. Les institutions supérieures de contrôle des finances publiques, généralement connues sous le nom de Bureau du vérificateur général dans les pays anglophones et de Cour des comptes dans les pays francophones, sont des institutions publiques ayant pour mandat constitutionnel de contrôler l'utilisation des ressources publiques. La table ronde virtuelle a fourni aux parties prenantes au projet une occasion de réflexion, d'échange des leçons tirées durant la mise en œuvre du projet, de mise en commun d'expériences d'audit des subventions du Fonds mondial et de discussion sur la voie à suivre.

Plus de 95 personnes ont participé à la table ronde au nom de huit ISC et de divers partenaires d'Aidspan. Les huit ISC représentées étaient celles de l'Éthiopie, du Kenya, du Lesotho, du Malawi, de la Namibie, du Nigéria, du Rwanda et de l'Afrique du Sud. Parmi les partenaires d'Aidspan présents figuraient le Secrétariat du Fonds mondial, le Bureau de l'Inspecteur général, l'Organisation africaine des ISC anglophones (AFROSAI-E), des instances de coordination nationale et BACKUP Health.

Dans notre article publié dans le numéro 114 de l'OFM, nous avons présenté les détails de la deuxième phase du projet ISC, notamment en ce qui concerne les activités et les parties prenantes concernées ([Aidspan et ses partenaires renforcent la capacité de trois institutions supérieures de contrôle à auditer les subventions du Fonds mondial](#)). Ceci est le premier d'une série d'articles présentant les délibérations de la table ronde virtuelle. Dans ce premier article, nous rapportons les commentaires des parties prenantes

au projet.

Aidspan appelle les ISC à appliquer les connaissances acquises pour auditer l'ensemble du secteur de la santé

Dans son allocution d'ouverture, la Directrice exécutive d'Aidspan, Ida Hakizinka, a indiqué que le projet, qui avait débuté en 2018, avait permis de renforcer la capacité de 13 ISC d'Afrique. Il s'agit des huit ISC de la première phase du projet, à savoir celles du Burkina Faso, du Ghana, du Kenya, du Libéria, du Malawi, du Rwanda, de la Sierra Leone et du Togo, auxquelles sont venues s'ajouter les cinq ISC qui ont participé à la deuxième phase, en l'occurrence celles de l'Éthiopie, du Lesotho, de la Namibie, du Nigéria et de l'Afrique du Sud. Selon Mme Hakizinka, Aidspan a amélioré la capacité de 292 vérificateurs à mener des audits financiers, programmatiques et de conformité des subventions du Fonds mondial. Elle a signalé que la deuxième phase comportait une composante COVID-19 visant à renforcer la capacité des vérificateurs à examiner le financement de la lutte contre la COVID-19. Elle a invité les ISC à appliquer les connaissances et les ressources acquises dans le cadre du projet dans les audits des subventions du Fonds mondial, mais également d'autres projets du secteur de la santé, dans la mesure où les compétences acquises sont transférables.

AFROSAI-E juge le projet conforme à sa vision et à sa mission

Dans ses commentaires, la directrice d'AFROSAI-E, Josephine Mukomba, a indiqué que le projet est conforme à la vision de l'organisation, qui consiste à faire la différence dans les performances des ISC. Le projet est en outre conforme à la mission de l'organisation, engagée à coopérer avec les ISC membres et à les aider à renforcer leur capacité institutionnelle à mener à bien leur mandat de vérification et, ce faisant, à avoir un effet positif sur la vie des citoyens. Elle a rappelé que le projet a non seulement contribué à la réalisation de la vision et de la mission d'AFROSAI-E, mais a également offert des solutions et comblé des lacunes face aux problèmes auxquels les ISC étaient confrontées. Elle a souligné que la deuxième phase du projet a été déployée en pleine pandémie. Le projet a dû surmonter les difficultés liées à la COVID-19, telles que les restrictions de déplacement et les interdictions de rassemblements publics. Elle s'est dite optimiste quant à la possibilité de reprendre les rencontres physiques et de réaliser davantage à l'avenir.

Le Bureau de l'Inspecteur général souligne qu'il s'agit d'un projet essentiel

L'Inspectrice générale du Fonds mondial, Tracy Staines, était ravie de participer à la table ronde pour marquer la fin d'un projet réussi qui a contribué à renforcer les capacités des ISC. Elle a salué les efforts des parties prenantes qui ont investi des ressources dans ce projet extrêmement important. Selon Mme Staines, la formation de 60 personnels d'ISC dans sept pays en pleine pandémie est un accomplissement qui mérite d'être célébré. Dans son allocution, elle a indiqué que « le fait de devoir rendre des comptes pousse à utiliser les ressources de manière efficace et efficiente pour sauver des vies et améliorer la santé et le bien-être de la population. Il est important que nous nous acquittions de cette tâche avec succès. Elle a insisté sur le fait que la pérennité, l'efficacité et l'appropriation nationale sont des aspects importants pour les subventions du Fonds mondial. C'est pourquoi tout le monde a un rôle crucial à jouer pour faire en sorte que ces aspects soient mis à profit le mieux possible, dans l'intérêt collectif. Elle a expliqué que la COVID-19 a créé de nombreuses difficultés, parmi lesquelles la réduction de la une marge budgétaire dans de nombreux pays. Par conséquent, il est encore plus crucial de hiérarchiser les ressources limitées et de les affecter aux fins prévues.

Mme Staines a noté que les ISC sont la pierre angulaire de la responsabilité publique. Elle a réitéré qu'« il ne peut y avoir de responsabilité durable dans un pays sans une institution supérieure de contrôle des finances publiques solide. Vous êtes ceux qui connaissez le mieux le pays. L'ISC fournit des informations contextuelles essentielles au regard des facteurs de risque et de réussite nécessaires à une bonne

gestion et pour améliorer l'engagement des parties prenantes dans le pays à modifier la gestion. Ces deux dernières années ont mis en évidence combien il est important de disposer de solides modalités de garantie dans le pays. Le Bureau de l'Inspecteur général mentionne ce fait dans de nombreux rapports parce que nous ne pouvons pas faire notre travail sans vous. Les ISC sont rentables, plausiblement utiles en termes de connaissances, et augmentent en outre l'appropriation par les pays. »

Mme Staines a informé les participants à la table ronde que le Bureau de l'Inspecteur général avait la bonne fortune de travailler avec trois ISC qui ont bénéficié de ce projet (celles du Kenya, du Nigéria et de l'Afrique du Sud). Ces trois ISC ont mis à disposition 18 membres de leur personnel pour appuyer les audits du BIG dans leur pays respectif. Elle a exprimé sa reconnaissance envers les directeurs des trois ISC pour l'énorme soutien apporté aux équipes de son Bureau.

Dirigeante d'un bureau réellement indépendant au sein du Fonds mondial, Mme Staines a souligné qu'il est crucial que les ISC maintiennent leur indépendance. « Tandis que nous nous attachons à renforcer les capacités et à remplir nos missions, je voudrais appeler toutes les parties prenantes à appuyer et à protéger en permanence l'indépendance des institutions supérieures de contrôle », a-t-elle insisté. « Les ISC doivent être solides et indépendantes tandis qu'elles renforcent la confiance dans la gestion des finances publiques et qu'elles contribuent à ce que les programmes atteignent leurs objectifs. De cette manière, préserver l'indépendance des ISC, tant sur le plan de la forme que du fond, améliorera et préservera la responsabilité publique. » Elle a indiqué que le Bureau de l'Inspecteur général continuera de travailler avec l'AFROSAI-E et ses autres partenaires afin d'étudier comment renforcer de manière collaborative les capacités des ISC, par exemple par des formations en cours d'emploi ou par l'échange de connaissances.

La directrice des finances du Fonds mondial n'aura de répit que lorsque toutes les subventions gérées par des entités gouvernementales seront auditées par une ISC

Dans son allocution, la directrice des finances du Fonds mondial, Adda Faye, a indiqué que sa présence à la table ronde témoigne de l'importance des ISC, non seulement pour le Fonds mondial, mais également pour l'amélioration de la responsabilisation, de la transparence et de la vie des citoyens. Elle a exprimé combien elle aime travailler avec les ISC comme acteurs clés en matière de garanties. Mme Faye a souligné que la plus grande partie des fonds octroyés par le Fonds mondial le sont à des entités publiques, telles que les ministères de la Santé, afin que celles-ci appuient les gouvernements dans la prestation des services de santé. Concernant l'importance des ISC au regard du Fonds mondial, Mme Faye a déclaré : « Je ne peux concevoir que les ISC ne continuent à jouer un rôle clé dans les activités du Fonds mondial dans le cadre de la prochaine stratégie. Cela dit, cela requiert des partenariats. Il s'agira d'une entreprise progressive. Nous devons tirer mutuellement des enseignements de l'expérience de l'autre, afin que cette entreprise conjointe nous mène, à l'horizon 2030, à une situation où les ISC seront les principaux acteurs en matière de fourniture de garanties et de vérifications préalables concernant les subventions du Fonds mondial. »

Mme Faye a indiqué que le Fonds mondial collabore certes avec plusieurs ISC, soulignant toutefois que : « Je ne pense pas que nous ayons atteint un stade où je proclamerais fièrement que nous avons atteint notre objectif. En tant que directrice des finances, je pense que je me considérerai satisfaite le jour où chaque subvention gérée par une entité gouvernementale est auditée par une institution supérieure de contrôle des finances publiques. » Elle a averti que cela ne serait peut-être pas réalisable à court terme et qu'il s'agira plutôt d'un travail de longue haleine. « Ne nous fixons pas de date, il se peut que cela dure deux ou trois ans. Ce que nous voulons, c'est que les ISC soient les acteurs clés dans le domaine des garanties en matière de risques fiduciaires. Selon Mme Faye, l'accent a principalement été mis sur les audits financiers, et les ISC doivent tourner leur attention vers les audits de résultats.

Elle en a appelé à tous à améliorer l'absorption des fonds en Afrique, région bénéficiaire de 70 % des

subventions du Fonds mondial. « En qualité de directrice des finances, je suis toujours fière de pouvoir dire aux comités que je ne suis pas en déficit et que tout est équilibré », a-t-elle déclaré. « En tant qu'Africaine, mon cœur saigne à chaque fois que nous rendons de l'argent en raison de l'absorption insuffisante des crédits, alors que notre population souffre et que les systèmes de santé ne fonctionnent pas comme ils devraient. Parfois, nous réinjectons dans la cagnotte des milliards de dollars qui devraient aller aux populations et aux pays. L'Afrique est à l'origine d'une grande partie de ces fonds non absorbés, et je n'en suis pas fière. Je pense que c'est un domaine dans lequel nous devons travailler ensemble. »

Mme Faye a signalé que la gestion des finances publiques est un pilier fondamental de la stratégie du Fonds mondial pour la période 2023-2028. Elle a souligné que l'organisation jette les bases nécessaires pour créer un environnement propice dans lequel les ISC puissent jouer un rôle crucial en matière de garanties concernant les subventions du Fonds mondial. Elle a remercié Aidspan et les partenaires qui ont financé le projet d'avoir fait connaître cette problématique, créé une plateforme de collaboration et incité le Fonds mondial à demeurer vigilant et à honorer ses promesses. Elle a terminé son allocution en indiquant qu'il s'agira d'une entreprise progressive, étant donné que les ISC n'en sont pas toutes au même stade. Nous travaillons avec la Banque mondiale et les ISC, et nous vous accompagnerons dans cette entreprise visant à faire de vous les acteurs clés dans les subventions du Fonds mondial. »

[Read More](#)
